

Quelques aspects du 1er mai en Ile-et-Vilaine pendant l'entre-deux guerres (1919-1939)

In: Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest. Tome 90, numéro 1, 1983. pp. 97-117.

Citer ce document / Cite this document :

Sainclivier Jacqueline. Quelques aspects du 1er mai en Ile-et-Vilaine pendant l'entre-deux guerres (1919-1939). In: Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest. Tome 90, numéro 1, 1983. pp. 97-117.

doi : 10.3406/abpo.1983.3114

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/abpo_0399-0826_1983_num_90_1_3114

QUELQUES ASPECTS DU PREMIER MAI EN ILLE-ET-VILAINE PENDANT L'ENTRE-DEUX GUERRES (1919-1939)

par Jacqueline SAINCLIVIER

Le premier mai est par excellence la journée de la classe ouvrière ; c'est à cette occasion qu'elle peut montrer sa force, se remémorer son histoire.

Dans cette brève étude, notre but est d'essayer de montrer, dans le cadre d'un département, les permanences et les ruptures d'une fête très marquée sociologiquement et politiquement, il s'agit aussi de rendre compte de l'ambiguïté de cette journée : journée de lutte et journée de fête. Journée de lutte : y a-t-il eu une continuité dans les revendications ou une évolution ? Quels changements de mentalités, de société ont-elles alors reflétés ? Journée de fête : quels caractères prenait cette fête, quelles traditions s'instaurèrent ?

Enfin, le premier mai peut être aussi un lieu d'observation de la vie syndicale, des préoccupations syndicales non seulement au niveau local mais aussi national dans la mesure où le premier mai en Ile-et-Vilaine était le reflet total ou partiel, de ce que les syndicats avaient organisé et préparé au niveau national.

Pour réaliser cette première approche, nous avons disposé de deux sources, parfois contradictoires : les rapports de police sur cette journée (1) et la presse syndicale de la confédération générale du travail (C.G.T.) (2) et, plus rarement, celle de la confédération générale des travailleurs unitaires (C.G.T.U.) (3).

(1) Ils comportent des lacunes : les années 1921, 1923 à 1925, 1934 et 1939 sont manquantes.

(2) *Le Semeur d'Ile-et-Vilaine*, journal de l'Union départementale de la C.G.T. Il manque les années 1920 et 1921.

(3) Il faudrait aussi envisager l'interview de témoins et de responsables de cette époque, ce que nous nous proposons de faire dans une étape ultérieure.

I. — *Les caractères généraux*

L'Ille-et-Vilaine était alors un département essentiellement rural où le monde ouvrier était minoritaire et très concentré géographiquement. Les ouvriers se répartissaient entre les principales villes du département (Fougères, Redon, Rennes et Saint-Malo) et quelques bourgs ruraux du nord-est du département où l'extraction du granit était la principale activité non-agricole. Des quatre villes principales, seule, Fougères était une ville réellement ouvrière dominée par la mono-industrie de la chaussure qui occupait plus de cinq mille ouvriers à elle seule sur une population totale de 22.000 habitants environ pendant cette période (4). Rennes, ville bourgeoise, avait quelques activités industrielles ou assimilées : l'Arsenal, les ateliers des chemins de fer de l'Etat, l'imprimerie Oberthur et quelques usines métallurgiques. Quant à Saint-Malo, l'essentiel de ses ouvriers travaillaient dans le port comme dockers, charbonniers...

Dans ce contexte, le syndicalisme s'était cependant développé avec vigueur et le nombre des syndiqués de la C.G.T. était de 9 500 en 1920 (5) et de 10 000 en 1935 avec un maximum de 30 000 en 1937 (6) ce qui mettait l'Ille-et-Vilaine à un rang honorable parmi les départements français (7).

Minoritaires dans le département, les ouvriers, assez fortement syndiqués, célébraient avec régularité le premier mai. Fougères, Rennes et St-Malo en étaient les points forts ; quant à Louvigné-du-Désert, le principal centre d'extraction du granit, seules les années 1919/22 ne virent pas de célébration du premier mai, et encore est-il probable que ce fut dû aux bouleversements nés du retour à la paix et de la scission syndicale. Il fallut attendre les années 1936/38 pour que de nouvelles communes organisassent la fête du premier mai, tels Dinard, des nœuds ferroviaires comme Dol-de-Bretagne ou des chefs-lieux de canton mi-agricole, mi-granitier comme Combourg.

Cette étude va donc porter sur les quatre cités où la commémoration du premier mai était respectée à une époque où il ne s'agissait pas d'un jour férié. Partout ailleurs, le premier mai était occulté ; dans les zones rurales, le monde des petits propriétaires exploitants et des fermiers ne se sentait pas concerné par une journée qui célèbre l'histoire vécue des ouvriers de l'industrie et non celle des agriculteurs. Quant aux deux petites villes de Redon et de Vitré, elles étaient à la fois très liées à leur environnement rural et en même temps trop marquées par le conservatisme politique pour pouvoir adhérer à une telle commémoration.

— L'organisation du premier mai (8)

(4) A.N. F7 12 991, rapport du préfet du 9 avril 1920 ; recensement de Fougères de 1921.

(5) Cf. KRIEDEL (Annie), *La croissance de la C.G.T. (1918-1921)*, Mouton, 1966, p. 200.

(6) Cf. PROST (Antoine), *La C.G.T. à l'époque du Front Populaire (1934-1939), essai de description numérique*, A. Colin, F.N.S.P., 1964, p. 212.

(7) Parmi les 20 premiers, d'après KRIEDEL (A.), *op. cit.* et PROST (A.), *op. cit.*

(8) D'après *Le Semeur d'I.-et-V.* et les rapports de police.

Le premier mai est prioritairement l'affaire des syndicats ; cette journée était organisée par la C.G.T., puis par la C.G.T. et la C.G.T.U. de 1922 à 1935, et à partir de 1936 par la C.G.T. réunifiée. Chaque année, les syndicats lançaient un appel pour inviter les ouvriers à chômer ce jour-là. Dans cet appel se trouvaient énumérées les revendications du moment (journées de huit heures, hausse des salaires, etc...) en même temps, le programme de la journée était annoncé. La fête du monde du travail était vécue comme un acte volontaire et devait être prise en charge par les ouvriers eux-mêmes.

Si l'ampleur revêtue par cette journée variait en fonction de la mobilisation de l'époque, le rituel de la célébration restait, lui, inchangé conservant d'une année sur l'autre les mêmes temps forts.

Le point commun aux quatre villes était l'organisation pour le premier mai d'un meeting précédé ou suivi du pointage des cartes permettant de dénombrer le nombre d'ouvriers ayant chômé pour cette journée ; il était possible ainsi de connaître l'importance prise par le premier mai dans la conscience ouvrière. Les orateurs qui participaient aux meetings, étaient des responsables locaux à Louvigné-du-Désert et St-Malo, tandis qu'à Fougères et à Rennes le syndicat faisait venir un délégué national.

A Rennes, avant les meetings avait souvent lieu une manifestation dans les rues, mais ce n'était pas systématique puisqu'à cinq reprises la C.G.T. renonça à en organiser une (9). Séparée dans le temps et dans l'espace, il existait une partie purement festive qui prenait place soit l'après-midi, soit le soir, du moins en période de forte mobilisation ; les autres années, les syndicats se contentaient de fournir aux ouvriers chômeurs et à leur famille des entrées gratuites à la foire-exposition pour le premier mai (10). Le résultat est le mécontentement des responsables syndicaux se plaignant que les ouvriers préféreraient aller avec leur famille à la foire plutôt qu'assister au meeting. A côté de la force représentée par la C.G.T., la C.G.T.U., nettement minoritaire, n'organisait généralement que le pointage des cartes suivi d'un meeting sans manifestation de rue.

A Saint-Malo, la matinée voyait se succéder un meeting et le pointage des cartes, mais les manifestations étaient très rares ; les rapports de police n'en signalent qu'à quatre reprises : en 1919, 1920, 1937 et 1938, dates qui correspondent aux périodes d'unité syndicale. L'après-midi, elle, était toujours réservée à une séance récréative qui se tenait à la Maison du Peuple. On retrouve donc à Saint-Malo comme à Rennes la même dichotomie dans le temps entre journée de lutte / journée de fête, mais non dans l'espace.

Dans la ville ouvrière de Fougères, la régularité des différentes activités était beaucoup plus grande qu'ailleurs. Tous les ans, le premier mai voyait revenir le meeting et le pointage des cartes le matin, l'après-midi les activités récréatives en plein air dans la forêt toute proche.

(9) De 1923 à 19 25, en 1929 et 1939 ; du moins, nos sources n'en indiquent pas.

(10) Celle-ci se déroule, depuis 1922, pendant deux semaines à partir du dernier dimanche d'avril.

Quant à la C.G.T.U., plus marginalisée encore que dans les autres villes, elle organisait irrégulièrement un meeting et, une fois, une manifestation, en 1927 ; cette faiblesse d'organisation semble refléter non seulement une faible implantation, mais sans doute des moments de disparition complète.

A côté de ces villes qui formaient l'essentiel de l'activité syndicale du premier mai, Louvigné-du-Désert apparaît un peu comme le parent pauvre. La C.G.T. y tenait des meetings irrégulièrement (de 1922 à 1926, en 1928 et en 1937-38), par contre, elle pouvait organiser chaque année des compétitions sportives l'après-midi. C'était par cet intermédiaire que la C.G.T. arrivait à affirmer et maintenir la présence syndicale et cela bien que le contexte fût assez favorable puisque ce bourg rural possédait une Maison du Peuple, signe d'une implantation ancienne et qui avait été forte.

Ainsi le déroulement du premier mai s'effectuait selon un véritable rituel, précis, où chaque année le monde du travail célèbre en quelque sorte, son culte.

— Les effectifs

Nous les connaissons mal. Les chiffres de participation que nous possédons proviennent d'estimations réalisées soit par la police soit par les syndiqués et sont de ce fait contradictoires, quand ils existent ! Seule Rennes faisait l'objet d'un comptage à peu près régulier.

En 1919, à Rennes, la C.G.T. rassembla pour le premier mai plusieurs milliers de manifestants : 3 500 selon la police (11), 5 000 selon la C.G.T. (12), et, en 1920, le nombre des manifestants alla jusqu'à 7 000 selon la C.G.T. (13). Ces deux chiffres se situaient dans le droit fil des manifestations d'avant-guerre ce qui confortait les responsables syndicaux dans leur prise de position. Cependant la scission entraîna une désyndicalisation et un déclin de la mobilisation des ouvriers. De 1921 à 1936, la C.G.T. regroupait le premier mai un maximum de deux mille à deux mille cinq cents manifestants, mais ce chiffre ne descendit jamais en-dessous de mille. Par contre, la C.G.T.U. réunit au mieux 250 à 300 participants et au minimum quelques dizaines (14). Il fallut attendre la réunification de 1936 pour retrouver — et, ce jusqu'en 1939 — des chiffres de l'ordre de 7 000.

La seule autre ville avec laquelle nous puissions tenter une comparaison, c'est Saint-Malo. Dans ce port marchand et touristique, la C.G.T. détenait un monopole de fait ; trop faible, la C.G.T.U. ne se manifestait guère, toutefois, en 1929, elle organisa un meeting le premier mai qui ne réunit que trente personnes (15). Pour connaître les effectifs réunis le premier mai par la C.G.T. lors de son meeting, nous

(11) A.N. F7 13 273, rapport de police du 1^{er} mai 1919.

(12) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 17 mai 1919.

(13) *L'Ouest-Eclair*, 1^{er}-2 mai 1920.

(14) Le chiffre le plus faible est celui de 1932 avec 50 participants à son meeting. A.N. F7 13 294.

(15) A.N. F7 13 287, rapport du préfet du 3 mai 1929, mais 100 selon la C.G.T.U. dans *Le Travailleur Unitaire*, mai 1929.

disposons de deux ou trois rapports de police et du discours du secrétaire de l'union locale de la C.G.T. (U.L.-C.G.T.), Jean Batas : dans chacun de ses discours, il donnait toujours son appréciation sur l'ampleur de la mobilisation des ouvriers à cette occasion, ce qui nous a permis de construire une courbe de « satisfaction » du secrétaire de l'U.L.-C.G.T. de St-Malo (16), indice fragile certes, mais qui permet de situer et d'analyser les fortes variations : en outre, nous savons que la satisfaction ou la très forte satisfaction de Jean Batas correspondait à un chiffre de participation au meeting de l'ordre de trois cents personnes ou plus (17).

Si l'on rapproche cette courbe de satisfaction de l'évolution des effectifs à Rennes, on constate un parallélisme pour les deux périodes de forte mobilisation : 1919/20 et 1937/38. Par contre, la période 1921-1936 est beaucoup plus irrégulière à St-Malo : cela est dû en grande partie à l'imprécision même de notre source et à son caractère subjectif. Ainsi, la satisfaction relative de 1925-1927 succédait à la morosité des années qui suivirent la scission syndicale.

Ayant réorganisé l'U.L.-C.G.T. de St-Malo et ayant obtenu quelques succès locaux, en 1925, l'affluence au premier mai crût et cela explique la satisfaction du secrétaire de l'U.L. même si cette affluence resta très moyenne ; il peut croire que son syndicat est reparti sur de nouvelles bases. D'autre part, le creux de 1928 et de 1929 est moins dû à des origines syndicales que politiques, surtout en 1928 : le premier mai a lieu pendant la campagne électorale des législatives et le bulletin de vote paraissait pour beaucoup contenir plus de possibilités de changement qu'un meeting syndical de 1^{er} mai. A partir de 1930, la participation devint plus régulière sans doute en raison des menaces économiques, sociales et politiques qui s'accumulaient.

Nos sources sont encore plus lacunaires pour l'évaluation des participants aux meetings qui se tenaient à Fougères où les maxima ne se situent pas toujours aux mêmes dates qu'à Rennes ou St-Malo. Comme ces deux dernières villes, Fougères connut une forte mobilisation entre 1935 et 1938 (plus de 600 participants), mais les premiers mai 1922 et 1931 connurent également une participation élevée en raison des grèves en cours ou venant de s'achever dans le secteur du bâtiment et dans celui de la chaussure (18).

— Quelle était l'importance du chômage le 1^{er} mai ?

N'étant pas un jour férié légal, le premier mai se définit d'abord comme une fête chômée volontairement par les ouvriers. Aussi, l'étude du chômage des ouvriers ce jour-là permet de donner un autre aperçu de la combativité ouvrière tous les ans à la même date. Cependant, il arrivait que des entreprises fermassent leurs portes ce jour-là. De ce

(16) Cf. fig. 1 : « La courbe de « satisfaction » du secrétaire de la C.G.T. de St-Malo du 1^{er} mai 1919 au 1^{er} mai 1939 » d'après *Le Semeur d'I.-et-V.*

(17) *Le Semeur d'I.-et-V.* - 17 mai 1919, *L'Ouest-Eclair* - 1^{er}/2 mai 1920, A.D.I.V. 10 M, rapport de police du 1^{er} mai 1936.

(18) *L'Aurore*, journal de la fédération S.F.I.O. d'Ille-et-Vilaine, 6 mai 1922 ; A.N. F.7 13 293, rapport du préfet du 2 mai 1931.

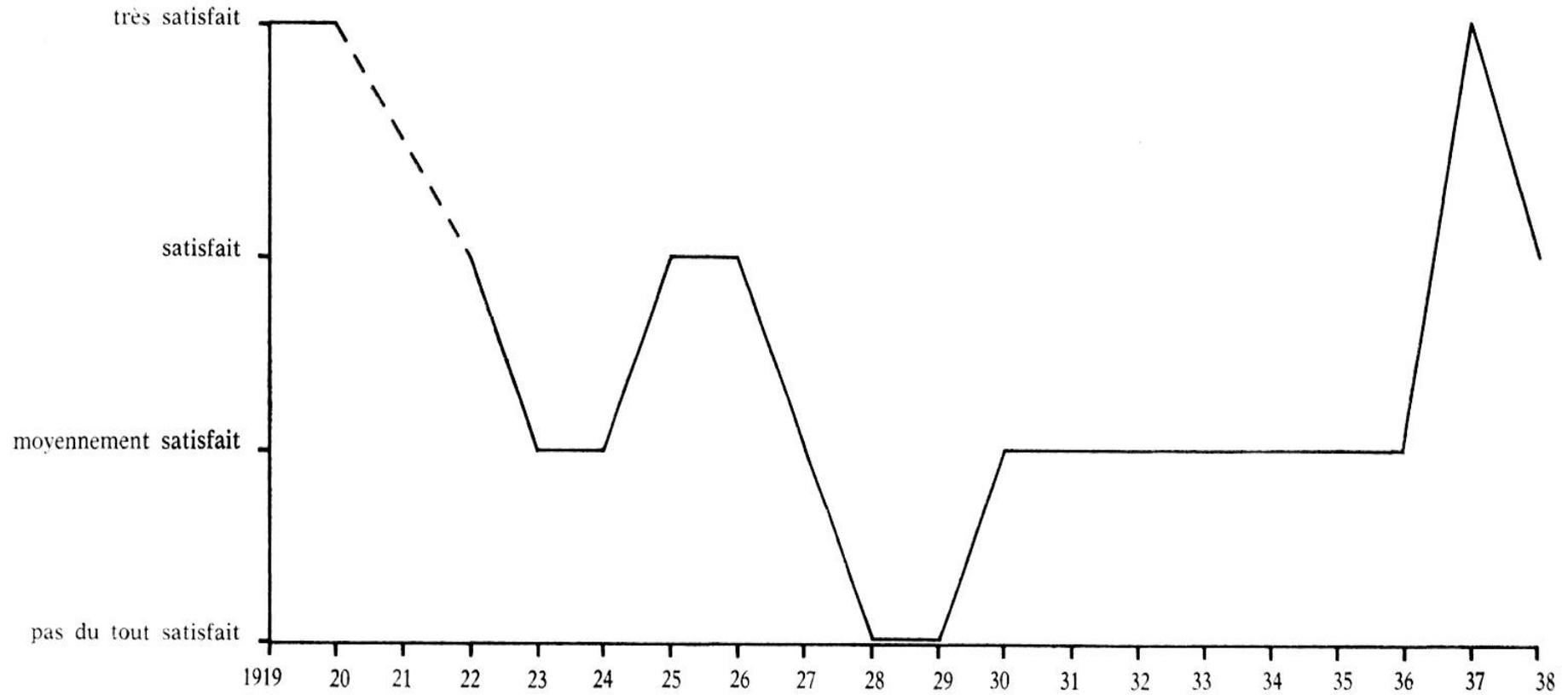


Fig. 1 : Courbe de « satisfaction » du secrétaire de la C.G.T. de St-Malo du 1^{er} mai 1919 au 1^{er} mai 1938 d'après le Semeur d'I.-et-V.

fait, si le chômage du premier mai donne une indication sur la combattivité ouvrière à un moment déterminé, cette indication n'est pas décisive, mais vient corroborer les autres indices que nous possédons.

Le premier mai 1919, le chômage était particulièrement élevé dans les trois principales villes du département (Fougères, Rennes et Saint-Malo). En effet, non seulement la plupart des ateliers et usines ont fermé, mais aussi certains magasins et quelques administrations publiques (des services municipaux principalement) (19). Cette situation faisait dire au *Nouvelliste de Bretagne*, journal de droite proche de *l'Action Française*, qu'à Fougères, le premier mai 1919 « n'a ressemblé à aucun des premiers mai antérieurs. Il n'y a eu de travail nulle part, ni d'appel de sirène, toutes les usines ayant fermé » (20). Effectivement, le premier mai 1914, pourtant considéré à Fougères comme exceptionnel par son ampleur, vit un chômage beaucoup moins général (21). Malgré tout, en 1919, l'unanimité n'était pas totale même chez les ouvriers.

Le journal de l'union départementale de la C.G.T. (U.D.-C.G.T.) se plaignait que les ouvriers de l'imprimerie Oberthur n'avaient pas chômé « de peur de déplaire à leur patron (à moins qu'ils ne se considèrent comme des bourgeois car ils gagnent en moyenne de 7 à 9 francs par jour) » (22), critique d'autant plus vive que ces mêmes ouvriers chômaient lors des fêtes religieuses pour plaire à leur patron selon le même journal, critique qui dénonçait ainsi l'atmosphère paternaliste de cette entreprise dans la lignée du patronat chrétien du début de siècle. Si le chômage en 1919 apparaît général, on constate qu'à Rennes les transports en commun fonctionnaient et, surtout, que les cafés, les restaurants et le théâtre restaient ouverts contrairement aux magasins : si on peut invoquer la notion de service public pour les transports en commun, celle de loisir culturel pour le théâtre, par contre l'ouverture des cafés et restaurants vient opportunément rappeler qu'ils formaient les rares lieux de rencontre et de distraction (?) possibles (23).

Les années suivantes, le chômage du 1^{er} mai fut dans l'ensemble moins total. Il n'était systématique qu'à l'Arsenal de Rennes (24) et dans les fabriques de chaussures de Fougères, et il était d'une vigueur inégale dans les centres granitiers. Fougères s'est toujours trouvée dans une situation un peu à part dans la mesure où la fermeture des fabriques faisait l'objet de négociations annuelles entre le patronat et les syndicats ; aussi le chômage y fut-il toujours total. Quel était le contenu des accords conclus ? Celui de 1925 nous en donne une idée. La C.G.T. obtint la fermeture des usines le premier mai et le paiement de l'in-

(19) Dans le sens où les ouvriers ce jour-là ne se rendaient pas à leur travail et prenaient une journée de congé.

(20) *Le Nouvelliste de Bretagne*, 2 mai 1919.

(21) *L'Ouest-Eclair*, 2 mai 1914.

(22) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 17 mai 1919. Un ouvrier gagnait en moyenne à Rennes de 9 à 12 F. par jour et à Fougères, dans la chaussure, secteur privilégié de 15 à 18 F. par jour. A.D.I.V. 10 M.

(23) A.N. F7 13 273, rapport de police du 1^{er} mai 1919.

(24) Ainsi, en 1928, année creuse, l'Arsenal comptait 1150 ouvriers chômeurs sur 1310. A.N. F7 13 285, rapport du préfet du 2 mai 1928.

demnité de vie chère pour la totalité de la semaine ; en contrepartie, les ouvriers furent conviés à récupérer si on le leur demandait et selon leur bonne volonté. Le secrétaire de l'U.L.-C.G.T., signataire de l'accord, précisait que ce point n'avait été rajouté que « parce que cela existait antérieurement en accord avec patrons et ouvriers » pendant la saison où le travail était important (25). Ces clauses montrent le rapport de forces existant - plutôt en faveur de la C.G.T., mais elles permettent aussi de prendre la mesure du maintien d'une attitude paternaliste de la part de ce patronat chrétien vis-à-vis d'ouvriers catholiques « par obéissance aux traditions » et « socialistes modérés » (26).

Quel est le sens que les ouvriers donnaient à cet acte de chômer le jour du premier mai ? Les appels au chômage lancés par la C.G.T. témoignent de la volonté de conserver une tradition et une journée « prolétarienne » (27). Il s'agissait aussi en chômant le premier mai de prouver les capacités de lutte de la C.G.T. en imposant au patronat leur volonté, en montrant leur détermination pour défendre leur salaire et en refusant de se laisser exploiter, opprimer par quiconque (28).

Régulièrement la presse syndicale dénonçait les non-chômeurs avec une virulence accrue lorsque ce non-chômage apparaissait comme une complicité avec le patronat. Ainsi, l'absence de chômeurs dans une fabrique de sandalettes à Fougères est analysée comme une preuve de docilité des ouvriers qui « se soumirent très facilement à la volonté du patron, moyennant un apéritif avant midi et le café avant la rentrée à l'usine » (29).

La C.G.T.U., elle, insistait en 1924 sur l'aspect combattif et revendicatif du premier mai qui ne peut devenir une fête « tant que l'exploitation subsistera dans la survivance du régime capitaliste » (30). Surtout la C.G.T.U. dénonçait le caractère festif pris par cette journée et la fermeture des usines — elle s'opposait en cela à la C.G.T. — ; elle estimait que cela transformait « cette journée de protestation » en « une sortie champêtre ». Ces dénonciations concernaient tout particulièrement ce qui se passait à Fougères et cet aspect festif était vu par la C.G.T.U. comme une conséquence des analyses effectuées par les réformistes de la C.G.T. (31).

Cependant, les deux syndicats, par-delà leurs divergences, se rejoignaient pour refuser la légalisation de la fête du travail ce qui de leur point de vue lui ôterait son caractère de journée de lutte (32).

Si l'importance du chômage pendant l'entre-deux guerres a varié selon la conjoncture nationale et internationale, il fut également très différent selon les branches industrielles. Les principaux secteurs de

(25) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 2 mai 1925.

(26) A.D.I.V. 10 M, rapport du sous-préfet de Fougères, 30 avril 1931.

(27) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 5 mai 1923.

(28) *Id.*, 1^{er} mai 1926.

(29) *Id.*, 10 mai 1930.

(30) *La Bretagne communiste*, 19 avril 1924.

(31) *Le Travailleur Unitaire*, mai 1929.

(32) *L'Aurore*, 3 mai 1930.

chômage étaient surtout : les cheminots, l'Arsenal à Rennes, les services municipaux, les postiers et, dans le secteur privé, les électriciens, le bâtiment (sauf à St-Malo), les cuirs et peaux, le livre et la métallurgie (33).

Ainsi, le chômage du premier mai est un des indices permettant de connaître l'importance de la syndicalisation selon les villes, selon les branches et selon les années. Il permet aussi de saisir comment les ouvriers syndiqués et sympathisants réagissaient vis-à-vis du contexte national et international, telle la menace fasciste. Sur ce point, les années 1934/36 sont éclairantes en montrant une mobilisation de plus en plus intense (34).

Quelle évolution générale est ainsi décelable au travers de ces indicateurs : chômage, participation aux meetings, organisation de manifestations ?

Cinq mois après la fin du premier conflit mondial, la célébration du premier mai 1919 revêtait une grande importance pour les syndicats. C'était l'occasion pour eux de se compter, de prendre la mesure de leur impact réel, de connaître l'état d'esprit de l'opinion après la révolution russe et au moment où se déroulait la Conférence de la Paix.

Chômeurs et manifestants étaient nombreux. A Rennes, les chants entonnés par les manifestants reprenaient ceux d'avant-guerre avec leur connotation pacifiste (Gloire au 17^e) ou révolutionnaire (l'Internationale) ce qui en 1919 prenait une toute autre résonance, plus forte, plus prenante encore qu'en 1914. Si l'atmosphère était nettement pacifiste, elle était aussi très déterminée ; après ces quatre années de guerre, voulant sans doute réaffirmer avec force leur conscience de classe et leur hostilité à la bourgeoisie, le cortège de manifestants passa au travers du quartier Sévigné, quartier de la bourgeoisie rennais. Le journal de l'U.D.-C.G.T. s'empressa de rapporter cet événement avec une joie ironique évidente : « De temps à autre, des figures épeurées se montraient bien derrière des fenêtres hermétiquement closes, mais n'était-il pas bon d'associer, pour une fois, les bourgeois cossus à nos manifestations ? » (35), et, dans le même élan, la manifestation passa devant le siège de *L'Ouest-Eclair*, proche des démocrates populaires et le conspua.

A côté du premier mai 1919 où le mouvement ouvrier de Haute-Bretagne s'était réaffirmé avec vigueur, celui de 1920 se situait dans un contexte national troublé par les grèves de cheminots ; il apparut bien morne, les meetings se déroulèrent dans le calme et sans la même joyeuse agressivité de 1919, ce qui provoqua la satisfaction des autorités (36). Les années suivantes, si les autorités continuèrent d'être satisfaites, inversement les dirigeants syndicaux, surtout à partir de 1922, déploraient la faible mobilisation des ouvriers pour les meetings et manifestations du premier mai. Ceux de la C.G.T. en rejetaient inva-

(33) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 9 mai 1931.

(34) *Id.*, 5 mai 1934 et *L'Ouest-Eclair*, 2 mai 1934 ; *Le Semeur d'I.-et-V.*, 26 avril 1936.

(35) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 17 mai 1919.

(36) A.N. F7 13 275, rapport de police du 1^{er} mai 1920.

riablement la responsabilité sur la scission syndicale et adoptaient alors un ton et une attitude nostalgique par rapport au temps de l'union en conservant cependant l'espérance : « Certes, il faut l'avouer nos premiers mai n'ont pas l'ampleur de ceux de jadis, mais néanmoins ils sont pour nous un jour de protestation et d'espoir » (37).

Cette faiblesse de la mobilisation était générale, quel que fût le syndicat ; il est vrai qu'il s'agissait surtout de la C.G.T. puisque la C.G.T.U. tout comme le P.C.F. n'avaient alors qu'un petit nombre d'adhérents et ne pouvaient exercer qu'une très faible influence sur la population du département (38). Cette morosité syndicale dura jusqu'aux années 30 et tous ceux qui n'appartenaient pas à la gauche, soulagés par ce calme, estimaient que c'était « mieux ainsi » (39).

A partir de 1930 commença une lente évolution qui vit le mouvement syndical sortir progressivement de sa léthargie. Les grèves locales, déclenchées pour obtenir une augmentation des salaires ou une amélioration des horaires de travail, contribuèrent à ce changement. Ainsi, la grève du Bâtiment à Rennes à la fin d'avril 1930 (40), celle des granitiers et des chaussonniers en 1931 dans le nord-est du département donnèrent un caractère plus combattif au premier mai dans les cités concernées. A côté de ces secteurs qui retrouvaient quelque vigueur, partout ailleurs le premier mai était peu célébré — comme nous l'avons vu — par crainte des licenciements dus au ralentissement de l'activité économique, très sensible à Dinard et à Saint-Malo (41).

Incontestablement, la mise en place progressive de l'union des partis de gauche en vue de la formation du Rassemblement Populaire donna une nouvelle ardeur à cette journée propre au mouvement ouvrier. Le premier mai 1935 et ceux des années suivantes s'identifièrent de plus en plus à une manifestation exprimant la force du Front Populaire. Les premiers mai 1937 et 1938 marquèrent l'apogée de cette fête pour la période de l'entre-deux guerres. L'enthousiasme né de la victoire du Front Populaire en 1936, l'union syndicale retrouvée provoquèrent un accroissement massif du nombre de chômeurs, de manifestants et une expansion de cette fête dans des villes et dans des bourgs où elle était jusque-là inexistante. Pendant ces deux années-là, le premier mai marqua « l'impérieuse volonté de la classe ouvrière de défendre et élargir les réalisations du gouvernement de Front Populaire dans le domaine de la législation sociale » et il fut « en même temps une démonstration de puissance du mouvement syndical » (42).

La menace de guerre imminente en 1939 provoqua la décision du Comité National confédéral de la C.G.T. de ne pas imposer le chômage le premier mai en raison des événements. Partout des meetings furent

(37) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 18 avril 1925.

(38) A.N. F7 12 740, rapport de police du 2 mai 1925.

(39) *L'Ouest-Eclair*, 2 mai 1928.

(40) A.N. F7 13 291, rapport du préfet, 2 mai 1930.

(41) A.N. F7 13 034, rapport de police des 1^{er} mai 1931 et 2 juin 1931. La crise touchait la région côtière à cause de la chute brutale du tourisme britannique et américain, important pour l'économie de cette région.

(42) A.D.I.V. 10M, rapport de police du 29 avril 1937.

organisés la veille au soir (43), à une exception près : Fougères. A Fougères, les chaussonniers décidèrent de chômer toute la journée, l'organisation de la journée étant identique aux premiers mai antérieurs. Dans le compte-rendu du 1^{er} mai que signe le secrétaire de l'U.L.-C.G.T., celui-ci précise que « les travailleurs de la chaussure comprenaient difficilement la décision de notre C.G.T. » (44), ce qui montre une absence de campagne d'explication sur ce mot d'ordre et, peut-être, une inadéquation de la décision.

II. — *L'état d'esprit et l'atmosphère de cette journée*

On peut saisir l'état d'esprit et l'atmosphère contenus dans cette journée du 1^{er} mai pendant l'entre-deux guerres, à travers l'analyse des discours des responsables syndicaux tels que la presse syndicale les rapporte, à travers également les articles consacrés au premier mai dans cette même presse, à travers la description des activités festives dont elle rend compte. Pour cette partie, nous nous appuyons donc essentiellement sur la presse syndicale et à l'intérieur de celle-ci de préférence sur les articles des responsables locaux de la C.G.T. (45).

L'analyse thématique permet de dégager les permanences et les ruptures de 1919 à 1939, l'interdépendance entre les plateformes revendicatives nationales et locales, l'impact des directives nationales et parfois l'originalité de certains thèmes localement. Tout au long de cette période, les thèmes se regroupent en trois catégories : les revendications immédiates, la politique intérieure et la politique extérieure, ces deux dernières étant parfois étroitement liées.

A — Les revendications immédiates

Elles ne vont pas être identiques bien sûr de 1919 à 1939, même si parfois elles se déduisent logiquement les unes des autres. On peut distinguer deux périodes : une première période de 1919 à 1925 et une seconde période de 1927 à 1939, cette césure s'inscrit dans un contexte national identique.

Pendant l'après-guerre de 1919 à 1925, les revendications voulaient mettre fin à des situations nées de la guerre : lutte contre la vie chère et construction de logements, et, d'autre part, ce sont des revendications portant sur des lois nouvelles promulguées pendant la guerre ou immédiatement après la guerre : les 8 heures et l'impôt sur les salaires.

Les difficultés financières nées de la durée de la première guerre mondiale avaient entraîné une hausse des prix que chacun espérait momentanée, mais en attendant cet éventuel retour « à la normale » c'est-à-dire à la situation antérieure à 1914, la C.G.T. réclamait à la fois une hausse des salaires et une augmentation de l'indemnité de vie chère, estimant les augmentations déjà accordées comme insuffisantes à

(43) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 13 avril et 27 avril 1939.

(44) *Id.*, 11 mai 1939.

(45) Certains articles sur le 1^{er} mai émanant de la direction nationale, nous n'en tenons compte ici que dans la mesure où les thèmes sont repris localement et adaptés.

maintenir le pouvoir d'achat. Or, tandis que les ouvriers ressentait de plus en plus durement les effets de la hausse des prix, l'impôt sur le revenu appliqué aux salaires fut ressenti comme une injustice accentuant l'inégalité entre les classes au détriment des plus défavorisés.

Après avoir obtenu le vote de la loi des huit heures, les ouvriers réclamaient son application immédiate par les patrons ; elle se fit progressivement au cours des années suivantes et souvent une grève fut nécessaire pour l'obtenir.

De 1919 à 1925, une des revendications immédiates, constante et cruciale fut celle demandant la construction de logements. En Ille-et-Vilaine, comme dans le reste de la France, le parc immobilier était insuffisant et souvent trop cher pour les catégories défavorisées ; cette insuffisance de logements était particulièrement criante à Fougères et était un des soucis principaux des autorités municipales et du sous-préfet, ce qui aboutit à la fois à la construction de logements nouveaux et à la transformation de casernes désaffectées (46).

Après une période de transition de 1925 à 1927, les thèmes des revendications immédiates se transformèrent et devinrent plus qualitatives. Elles concernaient de plus en plus l'amélioration des conditions de travail et des conditions de vie. Les nouvelles revendications portaient sur les assurances sociales, la création d'une caisse de chômage, de congés annuels, sur la « rationalisation » du travail et même l'égalité des salaires entre les deux sexes ce qui reflète une légère évolution des mentalités (47), au moins au niveau des directions syndicales ; enfin, en 1931, la revendication des 40 heures par semaine et celle de la prolongation de la scolarité obligatoire faisaient leur apparition.

La loi sur les assurances sociales — la loi Loucheur votée en 1928 — fut un des grands thèmes de ces premiers mai soit pour réclamer des améliorations sur la gestion ou sur le paiement des cotisations, soit pour la dénoncer en bloc dans le cas de la C.G.T.U. La menace de plus en plus vive du chômage dû à la crise économique provoqua le souhait de voir créer une caisse de chômage dans toutes les communes, et cela accentua en outre la méfiance devant la « rationalisation » : ils craignaient que cette modernisation des usines se fît à leur détriment ; la C.G.T.U., en particulier, estimait qu'elle apportait le chômage et appuyait sa démonstration sur l'exemple de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

En 1931, un nouveau pas est fait dans les revendications concernant une amélioration des conditions de vie avec la semaine de 40 heures en cinq jours, les congés payés annuels et la prolongation de la scolarité jusqu'à quinze ans, revendications lancées par le Comité National de la C.G.T. (48). A partir de cette date, chaque 1^{er} mai revenaient les thèmes liés à la crise économique analysée comme étant due à une « insuffisance de capacité d'achat » (49) de la part des classes popu-

(46) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 21 avril 1924 et A.D.I.V. 10 M, rapports du sous-préfet en 1923.

(47) Mais les mêmes trouvent toujours incongru de vouloir donner le droit de vote aux femmes.

(48) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 25 avril 1931.

(49) *L'Aurore*, 30 avril 1932.

lares. Les orateurs évoquaient aussi avec force à la fois la prolongation de la scolarité obligatoire et l'égalité devant l'instruction par l'intermédiaire de l'école unique, problème brûlant dans ce département de l'ouest où l'enseignement privé confessionnel regroupait une bonne partie des effectifs.

Si les revendications immédiates ont toujours tenu une grande place dans les meetings du 1^{er} mai, elles étaient toujours liées de près aux revendications concernant la politique intérieure française, ces dernières prenant le pas sur les autres à partir de 1933.

B — Les thèmes touchant la politique intérieure française

Dans ce domaine aussi, les slogans évoluèrent, mais la date de rupture est différente et se situe en 1933. On peut dire que de 1919 à 1933, il s'agissait des répercussions de la scission de la gauche, et, de 1933 à 1939, la crainte due à la menace fasciste dominait.

Pendant la première période, le discours syndical est régi par les conséquences de la scission de la gauche mais aussi, et c'est interdépendant, par les séquelles de la 1^{re} guerre mondiale puisqu'en 1919 et en 1920, la C.G.T. réclamait lors du premier mai l'amnistie pour les mutinés de 1917 et — allusion à la révolution bolchevique — « l'usine à l'ouvrier » (50). Les ouvriers exprimaient ainsi leur solidarité avec les mutins, leur volonté pacifiste, leur refus d'une intervention militaire en Russie contre les bolcheviks ; cette attitude se prolongea les années suivantes par des protestations contre la durée du service militaire (18 mois), revendication commune aux deux syndicats (51).

Entre 1927 et 1933, la C.G.T.U. manifesta à chaque premier mai contre la répression dont elle faisait l'objet ; ainsi, en 1927, elle lança un appel le premier mai en faveur de Charles Tillon, arrêté peu auparavant et qui était alors à la tête de la C.G.T.U. de la région de l'Ouest (52). Cet appel contre l'action répressive du gouvernement, appel isolé auquel la C.G.T. ne se joignit que très localement, rappelle le caractère minoritaire de ce syndicat dans un département où le P.C.F. réunit moins de 10 % des voix aux élections législatives.

A partir de 1933, les slogans du premier mai prirent un caractère de politique générale et furent liés désormais à la défense des libertés publiques (53), à la lutte contre « les factieux du 6 février » à partir de 1934 (54) et d'une manière générale contre les ligues d'extrême-droite, le fascisme et les oligarchies capitalistes. Ainsi, à Rennes, en 1936, tous les mots d'ordre du premier mai insistèrent sur la lutte contre le fascisme et contre les oligarchies (55).

Cette évolution dans les thèmes de politique intérieure du premier mai était très étroitement dépendante de la conjoncture internationale.

(50) *L'Ouest-Eclair*, 1^{er}-2 mai 1920.

(51) A.N. F7 13 277, rapport du préfet du 2 mai 1922 et *L'Aurore*, 6 mai 1922.

(52) A.N. F7 13 283, rapports de police et du préfet, 2 mai 1927.

(53) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 22 avril 1933.

(54) *Id.*, 21 avril 1934.

(55) *Id.*, 26 avril 1936.

C — Quelle politique extérieure ?

Deux thèmes de politique extérieure dominaient les premiers mai de l'entre-deux guerres : la paix et le fascisme. A cela s'ajoutaient d'autres thèmes plus conjoncturels.

En 1919, le délégué de la C.G.T. évoqua à Saint-Malo la situation révolutionnaire en Russie et s'opposa à toute intervention dans ce pays, qui serait contre-révolutionnaire (56) et trois ans plus tard, la C.G.T. s'élevait plus généralement « contre la réaction mondiale » (57), dès lors la vigoureuse protestation qui fut élevée le 1^{er} mai 1923 contre l'occupation de la Ruhr et ses conséquences pour les ouvriers allemands et français, apparut dans la droite ligne des prises de position antérieures de la C.G.T. dans ce domaine, attitude combative qui se démarquait du gouvernement français. Plus tard, ce furent les mêmes idéaux révolutionnaires et l'hostilité au fascisme qui conduisirent à un soutien des Espagnols républicains. Le premier mai 1937 est marqué par le versement de dons en espèces et le premier mai 1938 par la projection d'un film « Cœur d'Espagne » dans les U.L.-C.G.T. de Fougères, Rennes et Saint-Malo. La guerre d'Espagne touchait d'autant plus les syndiqués du département que de nombreux réfugiés espagnols étaient accueillis à Rennes ; aussi, tous les orateurs évoquèrent la guerre civile espagnole et stigmatisèrent la politique de non-intervention (58).

A côté de ces réactions conjoncturelles, les premiers mai de l'entre-deux guerres étaient — nous l'avons dit — dominés par deux idées-clés : la paix et la lutte contre le fascisme. Dès 1919, les manifestants proclamaient leur volonté de paix à la fois par réaction après les quatre années de guerre et par refus de partir se battre contre les bolcheviks (59). Cette volonté de paix fut réaffirmée à plusieurs reprises, en 1922 et 1927 par exemple (60). La plupart du temps, cette volonté était exprimée parallèlement à la dénonciation du fascisme comme fauteur de guerre ; ce lien entre les deux thèmes est réalisé dès 1923. En effet, le 1^{er} mai 1923 fut célébré de manière plus inhabituelle par l'U.L.-C.G.T. de Saint-Malo. Il existait dans cette ville une importante colonie ouvrière italienne ; aussi, le 1^{er} mai 1923, les ouvriers italiens furent associés à cette fête. Un représentant des ouvriers italiens de Saint-Malo vint rappeler le caractère international des luttes ouvrières et surtout il en profita pour faire se souvenir de ses « camarades qui souffrent de la domination du fascisme italien » (61) et quelques années plus tard, en 1929, après avoir proclamé la nécessité du désarmement, les ouvriers malouins étaient invités « à fraterniser davantage avec les ouvriers étrangers qui se trouvent en France » (62). Ainsi, dans un contexte international marqué par le reflux des mouvements révolutionnaires au profit

(56) A.N. F7 13 273, rapport de police du 1^{er} mai 1919.

(57) A.N. F7 13 277, rapport de police du 2 mai 1922.

(58) A.D.I.V. 10M, rapport de police du 29 avril 1938 et du 1^{er} mai 1938.

(59) *L'Ouest-Eclair*, 1^{er}/2 mai 1920.

(60) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 30 avril 1927.

(61) *Id.*, 5 mai 1923.

(62) A.N. F7 13 287, rapport du préfet du 3 mai 1927.

de l'extrême-droite, les orateurs de la C.G.T. lors de la fête du Travail réaffirmaient leur solidarité internationale avec les ouvriers de tous pays. Le fait même qu'à plusieurs reprises les responsables syndicaux fussent amenés ce jour-là à insister sur l'idée de fraternisation, semble prouver que celle-ci n'était pas évidente pour la majorité des ouvriers qui les écoutaient et qui avaient plutôt tendance à voir en eux des concurrents sur le marché du travail.

A partir de 1933, le ton se durcit et condamnait de plus en plus clairement le régime nazi dont les principaux caractères étaient mis en évidence. Ainsi, dès le 1^{er} mai 1933, le caractère raciste de l'Allemagne nazie était dénoncé à la fois par la C.G.T. (63) et par le journal départemental de la S.F.I.O. qui intitula son éditorial « Le premier mai raciste » et le consacra à la situation des ouvriers et de l'opposition en Allemagne (64). L'année suivante des appels furent lancés afin d'obtenir la libération « de leurs frères d'Italie et d'Allemagne qui pourrissent dans les camps de concentration d'Hitler » (65). Les années suivantes, ces thèmes revinrent comme un leitmotiv montrant une connaissance assez exacte du système répressif à cette date en Allemagne nazie.

Un nouveau pas est franchi en 1936 avec la menace de guerre accrue par la remilitarisation de la Rhénanie. Ainsi, « le premier mai 1936 doit avoir comme premier mot d'ordre la lutte contre la guerre pour la défense de la paix » (66), le danger se précisant, si la volonté de paix est maintenue, désormais ce n'est plus un mot d'ordre parmi d'autres, mais le plus important, c'est sur celui-là que l'accent est mis. Si, à Rennes, les syndiqués reprirent ce mot d'ordre et le mirent en tête de leurs préoccupations, à Fougères, par contre, l'accent est mis sur les revendications immédiates (« du travail pour tous, l'application des contrats collectifs, des congés payés »), la lutte contre la guerre venait seulement en cinquième position (67).

Selon que le thème majeur porte sur les revendications immédiates ou sur la politique intérieure et extérieure, l'événement à la fois référence et rupture varie : la crise économique pour les revendications immédiates, l'année 1933 pour la politique intérieure et extérieure.

Cependant, les discours et articles de cette journée ne concernent pas que ces thèmes, ils nous donnent également des indications sur la mentalité de la classe ouvrière du département et sur l'importance du premier mai pour les travailleurs.

D --- Le premier mai et les mentalités

Chaque année, l'approche de la fête du Travail voyait fleurir dans la presse syndicale des articles faisant l'historique de cette journée depuis les origines aux Etats-Unis, en rappelant également le souvenir du pre-

(63) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 22 avril 1933.

(64) *L'Aurore*, 6 mai 1933.

(65) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 5 mai 1934.

(66) *Id.*, 26 avril 1936.

(67) A.D.I.V. 10M - Tract « Pour un premier mai grandiose ».

mier mai 1891 à Fourmies et stigmatisant la scission syndicale (68). Celle-ci dans les années 20, est régulièrement accusée de tous les maux, de toutes les difficultés du mouvement syndical et elle est considérée comme responsable des échecs : « aujourd'hui, nous sommes divisés et morcelés, à la grande joie et pour la plus grande tranquillité des bourgeois » (69). Dans toutes ces analyses historiques, le premier mai est défini comme une journée de lutte et la C.G.T. entend sauvegarder cet aspect et refuse toute légalisation du premier mai qui est interprétée comme une manœuvre : « Quant aux bourgeois, nos ennemis de droite (...), ils voudraient neutraliser notre action du premier mai en transformant cette journée en une fête légale du travail (...). Le premier mai n'est pas un jour de fête. C'est un jour de revendication ! Que ni les bolcheviks, ni les bourgeois ne l'oublient ! » (70). Ce ton vigoureux ne doit pas faire illusion, les ouvriers chômant le premier mai étaient très sensibles à son aspect festif, d'où cette semonce de la part de leurs dirigeants. Dans le même sens, les responsables syndicaux de la C.G.T. précisaient leur conception du syndicalisme qui « n'est pas seulement créé pour réclamer des salaires nécessaires à l'existence, Il sera transformateur ou ne sera pas : il sera social ou s'encroûtera dans le plus plat des réformismes » (71) : surenchère révolutionnaire par rapport à la C.G.T.U. ? Effort pour réveiller des « troupes » alors peu mobilisées comme en témoigne la faible participation au premier mai ? Les deux à la fois vraisemblablement d'autant que la C.G.T.U., dans ses articles faisant l'histoire du premier mai, insistait particulièrement sur la répression à son encontre voire celle organisée par les « sociaux-fascistes » en Pologne ou en Allemagne (72) et faisaient l'amalgame avec la C.G.T.

Si le premier mai est l'occasion pour le mouvement ouvrier de se situer, il est aussi révélateur de certaines mentalités, de certains problèmes quotidiens. L'un d'eux est l'alcoolisme. Le premier mai 1919, à Saint-Malo, un responsable syndical - national, semble-t-il - « s'élève contre l'alcoolisme qui sévit sur la classe ouvrière et déplore qu'elle s'adonne en grande partie à la boisson » (73), exhortation qui n'était pas inutile et correspondait dans cette région à une réalité précise ; un tel avertissement est rare dans le cadre d'une manifestation ouvrière. Sans doute, a-t-elle choqué, mais nos sources ne nous permettent pas de connaître les réactions des ouvriers après cette semonce, ni si elle fut suivie d'effet, ce qui est peu probable !

Autre signe d'une mentalité qui évolue peu, l'attitude vis-à-vis des femmes. Certes, en 1927, une des revendications portait sur l'égalité des rémunérations entre les deux sexes, mais quatre ans plus tard le représentant de la Fédération du Livre - C.G.T. déclarait en s'adressant aux femmes « que leur place était aux foyers et que l'homme devait

(68) *L'Aurore*, 3 mai 1930.

(69) *Id.*, 6 mai 1922.

(70) *Id.*, 3 mai 1930.

(71) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 20 mars 1926.

(72) *La République ouvrière et paysanne*, 1^{er} mai 1930.

(73) A.N. F7 13 273, rapport de police, 1^{er} mai 1919.

gagner suffisamment pour subvenir aux besoins du ménage » (74). Là encore nos sources ne sont guère explicites sur les réactions de la salle. Dans un contexte de chômage, la solution envisagée est un salaire suffisant pour entretenir un ménage et la libération des postes de travail occupés par les femmes. C'est oublier la qualification différente des hommes et des femmes et du peu de cas qui est fait de leur droit au travail par les responsables syndicaux eux-mêmes.

Ainsi, à partir des discours et de la presse syndicale, il est possible de saisir l'évolution du mouvement ouvrier, de ses luttes à la fois sur le plan national et sur le plan local.

III. — *Les aspects festifs du premier mai*

Quelque soit la volonté des responsables syndicaux, de faire du premier mai prioritairement un jour de lutte, celui-ci est aussi (surtout ?) vécu comme un jour de fête par les ouvriers ; de ce fait, partout où étaient organisés des meetings ou des manifestations des activités à caractère festif étaient également prévues par le syndicat lui-même.

Fougères où la population ouvrière était importante, à chaque premier mai, réservait une partie de la journée, généralement l'après-midi pour donner un caractère plus convivial à cette fête du travail ce qui n'exclut pas de lui donner un caractère revendicatif. De 1919 à 1939, l'organisation de cette journée subit quelques variations. Jusqu'en 1925, c'étaient les distractions à caractère culturel qui dominaient, après cette date, ce furent les bals et sorties champêtres.

En 1919, par exemple, l'U.L.-C.G.T. organisa deux séances gratuites de cinéma qui était encore rare mais qui était aussi un loisir populaire (75). Trois ans plus tard, c'était une soirée théâtrale qui était montée avec le concours de la troupe de la Maison du Peuple. On a là un exemple de ces multiples troupes de théâtre amateur rattachées au syndicat qui se définit ainsi non seulement comme une organisation revendicative, mais qui entend être un instrument de culture, de développement des loisirs. Cette séance théâtrale avait eu lieu la veille du premier mai. Le jour même, furent organisés dans l'après-midi des jeux pour tous (course en sac, course à pied, etc...) destinés à faire participer tout le monde et dans la soirée eut lieu un bal gratuit ; cette gratuité permettait d'attirer la majeure partie des ouvriers fougerais et de leur famille syndiqués ou non, contribuant peut-être ainsi à de nouvelles adhésions (?). Cette même année, le ravitaillement fut fourni par une coopérative fougeraise, signe là aussi de la société nouvelle qu'ils entendaient construire. Jusqu'en 1925 fut maintenue soit une soirée théâtrale soit une soirée de cinéma. A partir de 1925, la séance de cinéma disparut au profit d'un bal. Cette disparition du cinéma était-elle due à la banalisation relative de celui-ci ou à un changement d'attitude de la part des syndicats vis-à-vis des activités culturelles animées par le

(74) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 9 mai 1931.

(75) *Id.*, 3 mai 1919. Nos sources n'indiquent malheureusement pas quels films ont été présentés à cette occasion.

syndicat ? Ces deux raisons ont sans doute joué un rôle dans la disparition des soirées théâtrales ou cinématographiques pour le premier mai.

L'après-midi du premier mai, à partir de 1929, fut réservée à Fougères à une sortie champêtre dans la forêt toute proche ; aussi, par beau temps ou lorsque cette journée précédait ou suivait un dimanche cela entraînait le départ des chômeurs, très tôt ; ils désertaient alors les meetings au grand désespoir des responsables syndicaux (76). Il n'empêche que cette sortie champêtre obtenait un grand succès ; elle était assortie d'un bal et d'un concert, quant au buffet, comme dans toutes les fêtes populaires du département il était composé de galettes, de saucisses et de cidre. En 1936, le tract annonçant les festivités du premier mai précisait que l'orchestre était un orchestre de jazz ; il semble bien que ce soit une des premières fois que se manifestait à Fougères une timide influence des Etats-Unis, même édulcorée (77). Ce schéma général subissait quelques variantes : une compétition cycliste avec une tombola fut ajoutée en 1937 par exemple. Dans l'ensemble, cette seconde période fut marquée par une fête à caractère plus familial et moins culturel qu'avant 1925, mais pendant toute la période, il est certain que l'aspect festif de cette journée eut une large part à Fougères.

En était-il de même dans une ville comme Rennes où les ouvriers ne formaient pas l'essentiel de la population ? A Rennes, la tradition était d'organiser une matinée récréative avec le concours de syndicalistes et de sympathisants. Avant 1925, ces matinées étaient composées de sketches, de chants et une tombola clôturait la séance. Les prix, en 1922, étaient soit des « objets d'art » (sans plus de précision), pour les deux premiers prix, soit éducatifs et culturels (abonnements à des journaux socialistes ou syndicaux), soit utilitaires et reflétant les habitudes de vie des ouvriers (bouteilles de vin, tabac, cigarettes) (78).

En 1925, l'inauguration de la Maison du Peuple entraîna un plus grand déploiement de festivités puisque l'orchestre du théâtre municipal y apporta sa contribution en exécutant des airs de Rossini, de Bizet avec *l'Arlésienne* et quelques autres airs connus du grand public tel l'air de la Calomnie. Après ce concert, une compagnie locale joua deux pièces de théâtre en un acte (l'une de Labiche, l'autre de Vely), pièces comiques, aptes à plaire au public ouvrier qui pouvait y trouver matière à ironiser sur la bourgeoisie, enfin du cinéma était également programmé avec un film américain et un « film sentimental » (79). Le programme était chargé, à la mesure de l'événement puisque pour l'occasion le secrétaire général de la C.G.T. Léon Jouhaux vint à Rennes ; ce programme témoignait aussi de la volonté d'éducation, volonté de donner une certaine culture aux ouvriers qui avaient peu l'occasion (par manque de temps, de moyens et d'instruction) d'aller au concert ou au théâtre.

(76) A.N. F7 13 293, rapport du préfet du 2 mai 1931.

(77) A.D.I.V. 10M - Tract « Pour un premier mai grandiose ».

(78) *L'Aurore*, 6 mai 1922.

(79) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 18 avril 1925.

Si le premier mai 1925 est exceptionnel par la densité de ses activités, les premiers mai suivants eurent toujours à Rennes un programme assez nourri, en partie pour faire face à la concurrence de la foire-exposition qui se tient à ce moment de l'année, en partie aussi à cause d'un public potentiel important et que la C.G.T. espérait attirer. Ainsi, en 1932, le programme audio-visuel mêlait à la fois des aspects syndicaux (retransmission d'un discours de Jouhaux, film sur un meeting pour la paix) et des aspects culturels avec des chants, de la musique : par exemple des extraits de la Flûte Enchantée interprétés par la chorale ouvrière de Stuttgart, soulignant ainsi le caractère international du premier mai (80). De même, en 1937, se déroulèrent successivement un concert vocal et instrumental, une kermesse enfantine, une représentation cinématographique et un bal le soir avec orchestre de jazz (81) ; cet éclectisme permettait d'attirer un public populaire varié. Dans l'ensemble, on peut dire qu'à Rennes, contrairement à Fougères, le premier mai conserva son caractère culturel et éducatif, sans négliger la détente en famille.

Saint-Malo était dans une situation un peu intermédiaire ; cette ville avait en effet un caractère ouvrier certain avec son port, mais le syndicat n'y était pas vraiment puissant. Le résultat de cette situation était que le programme de l'après-midi était plus modeste et comprenait en général un vin d'honneur, des chants et des saynètes interprétés par des amateurs. Ces saynètes étaient la plupart du temps à connotation syndicale ou critiquaient le système militaire ; plus rarement des pièces en un acte de Courteline étaient interprétées (82). Enfin, à trois reprises, cette matinée récréative prit un aspect inhabituel. En 1922, elle se déroula dans la salle de la Maison du Peuple non encore terminée et elle était décorée à l'intérieur par les drapeaux syndicaux et par des pavillons de marins, tandis qu'à l'extérieur, des oriflammes tricolores et un drapeau rouge portant l'inscription « Maison du Peuple » ornaient la façade (83) ; les syndicalistes de la C.G.T. affirmaient ainsi leur double filiation : la Révolution française avec ses idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité d'une part, d'autre part leur internationalisme de classe. L'inauguration de la Maison du Peuple de Saint-Malo se fit le premier mai 1926 ; à cette inauguration, participèrent les municipalités de Saint-Malo et de Saint-Servan. Ce fut l'occasion pour le maire radical-socialiste de Saint-Malo, Gasnier-Duparc d'affirmer « le droit de la classe ouvrière à savoir sa maison » justifiant ainsi l'aide apportée par la municipalité à sa construction (84). Comme dans le reste du département, le premier mai 1937 vit un programme plus étoffé que de coutume avec en particulier une pièce pacifiste interprétée par la troupe de la Maison du Peuple et le concours de l'Harmonie Municipale qui exécuta l'Internationale. Cette participation de l'Harmonie Municipale marqua profondément les syndicalistes malouins qui

(80) *Id.*, 23 avril 1932.

(81) *Id.*, 24 avril 1932.

(82) *Id.*, 30 avril 1927.

(83) A.N. F7 13 277, rapport de police du 2 mai 1922.

(84) *Le Semeur d'I.-et-V.*, 15 mai 1926.

ont l'impression de ne plus être des marginaux : « comme elle nous semblait sympathique et vivante notre Musique Municipale, à nous, les parias d'antan (...) si peu gâtés par elle autrefois » (85).

Le premier mai à Saint-Malo subit une évolution inverse en quelque sorte de celle de Fougères puisque la connotation éducative et culturelle apparut dans la seconde moitié de la période.

Dans les bourgs ruraux des régions d'extraction du granite, lorsque le 1^{er} mai est célébré régulièrement comme à Louvigné-du-Désert, l'après-midi est consacré à des épreuves sportives pour tous les âges et niveaux : courses de bicyclettes, courses à pied, concours de tir, de quilles, de palets. A trois reprises, ce programme fut complété par une soirée récréative comprenant en 1925 et 1927 des chants, des saynètes ou une pièce de théâtre qualifié de « drame social » sans plus de précision (86). Dans cette région, l'emportait nettement l'aspect distraction, le premier mai s'inscrivait ici dans le calendrier des fêtes venant distraire l'ensemble du bourg.

Les aspects festifs du premier mai reflètent en définitive les préoccupations syndicales en matière de loisirs : moments de détente certes mais aussi moments d'éducation et de culture.

CONCLUSION

Cette analyse du premier mai pendant l'entre-deux guerres dans ce département rural et conservateur donne quelques indications sur ce que peut nous apprendre l'étude d'une fête aussi marquée sociologiquement et politiquement.

Acte volontaire par excellence, le premier mai au travers de cette première approche se définit comme la journée de la classe ouvrière, d'où ses efforts pour tenter d'y exprimer toute sa personnalité avec ses contradictions et ses ambiguïtés.

Tout au long de la période, les syndicats (la C.G.T. plus que la C.G.T.U.) sont écartelés entre leur souhait d'en faire prioritairement une journée de lutte (d'où le refus de la législation, le mécontentement des responsables quand les ouvriers ne sont pas assez nombreux aux meetings) et celui de répondre aux aspirations légitimes à la détente de leurs camarades. Ce double visage de la journée est d'ailleurs effectivement voulu et souhaité par les ouvriers comme en témoignent les quelques lettres que contient la presse syndicale à ce sujet. Cette journée y est alors ressentie comme une réussite à la fois quand le meeting et la fête ont vu se développer une bonne ambiance de camaraderie et ont obtenu du succès.

Ainsi ce double caractère, journée de lutte / journée de fête, ne semble pas contradictoire mais complémentaire dans le vécu des ouvriers ; il permet de montrer la capacité de la classe ouvrière aussi bien à revendiquer qu'à organiser ses loisirs.

(85) *Id.*, 8 mai 1937.

(86) *Id.*, 18 avril 1925.

Mais le premier mai, c'est aussi un moment privilégié où les ouvriers, militants ou non, vont retrouver leurs forces vives, ce qui lui donne un caractère rituel voire sacré. La fête du Travail par son déroulement précis et immuable se présente à la fois comme mémoire (« memento ») du passé de la classe ouvrière, comme réactivation du présent et de la lutte de classes, mais aussi comme espoir, témoignant d'une foi en un avenir meilleur, en un monde meilleur. On peut sans doute ici — surtout dans ce pays catholique où les ouvriers sont encore fortement marqués par une éducation et un environnement catholiques — utiliser l'expression de « grand-messe » de la classe ouvrière à propos de ce 1^{er} mai. On y retrouve en effet trois moments-clés du culte : le memento, l'acte d'espérance et de foi et le sermon sur le présent ; cette véritable célébration est suivie — comme c'était le cas dans chaque paroisse une fois par an — par une fête, une kermesse. Cette impression de rituel, de caractère sacré impose sans doute encore plus cette comparaison quand le premier mai connaît une atmosphère de triomphe et se présente comme un phénomène de masse (en 1919, 1937 et 1938) avec des rassemblements importants tels que par ailleurs, seule l'Eglise est capable d'en organiser dans ce département.

Cet aspect quasi-religieux n'est pas propre à l'Ille-et-Vilaine — seulement peut-être plus marqué —, il est souligné à plusieurs reprises par des leaders socialistes français, belges et allemands lors de la célébration de la fête du Travail (87). Par là, le 1^{er} mai de ce département s'inscrit parmi ceux célébrés dans le reste de la France. Cette insertion dans un rituel commun se retrouve aussi dans l'évolution suivie par les effectifs : on retrouve sensiblement les mêmes temps forts (88). De même, les thèmes politiques des premiers mai de l'entre-deux guerres (paix et fascisme) sont le reflet exact des mots d'ordre nationaux.

On s'aperçoit que globalement cette première analyse du 1^{er} mai permet de montrer l'absence d'originalité du département, une adhésion aux décisions nationales, mais en même temps comment dans le détail s'effectue l'adaptation aux conditions locales. L'articulation entre les deux niveaux se réalise dans les détails du rituel, dans l'adéquation des discours aux réalités locales. Il faudrait, pour compléter, pouvoir effectuer quelques comparaisons dans l'espace et dans le temps.

Jacqueline SAINCLIVIER

(87) Cf. DOMMANGET (M.), op. cit., p. 421-22.

(88) *Id.*, ch. 14 et 15.